



jeudi
29 avril 1976

No 480

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

A L'OFFENSIVE CONTRE LA REPRESSION

Pour faire face à l'incessable essor du mouvement révolutionnaire des masses, la bourgeoisie capitaliste recourt chaque jour davantage à des mesures de violence. Les «libéraux» qui détiennent l'État et ses pouvoirs se sont eux-mêmes démasqués, en déclenchant la répression tous azimuts. Il importe de ne pas douter un instant que pour sauvegarder ses privilèges de classe, la bourgeoisie n'hésitera pas, le moment venu, à user du fascisme.

Mais nous n'en sommes pourtant pas encore à cette étape, que peut conjurer l'offensive du mouvement révolutionnaire des masses.

Le ministre de l'Intérieur, chef POLITIQUE de la police, s'est trouvé contraint avant-hier à quelques explications embarrassées, en raison de la légitime indignation soulevée par ses propres mesures et par un certain nombre de brutalités et

même d'actes racistes dont le gouvernement porte l'entière responsabilité.

Mélangant volontairement des problèmes de circulation ou d'aménagement des collectivités locales avec les situations directement liées à la politique, Ponia-towski s'est trouvé contraint d'invoquer «le droit démocratique et républicain». Il a même osé affirmer que «la manifestation est un droit de notre démocratie» alors qu'il a récemment donné ordre aux forces répressives d'intervenir brutalement aux moments des défilés.

Parlons donc de cette «démocratie» et de la façon dont elle respecte ses propres lois. L'exemple de l'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France est éloquent. Le 12 juin 1968, satisfaisant aux exigences des dirigeants du PCF, le gouvernement utilisa un décret-loi destiné à réprimer

les ligues factieuses, datant de la IIIe République (!) pour décider de l'interdiction en cause. Puis, le Conseil d'État, saisi d'un recours contre cette décision arbitraire, confirma l'interdiction en prétendant que le PCMLF était «une ligue armée» !! Naturellement sans aucune preuve matérielle. Et aujourd'hui, invoquant cette scandaleuse violation de sa propre légalité, la bourgeoisie «libérale avancée» fait procéder à des arrestations, perquisitions,

poursuites devant la cour de sûreté de l'État «pour reconstruction de ligue dissoute». Le simple lycéen en révolte contre la société pourrie qu'il découvre en commençant sa vie et qui l'exprime en badigeonnant sur un mur «Vive le PCMLF!» alors même qu'il n'est pas encore militant effectif de ce Parti risque de se retrouver sur les bancs de la plus haute et de la plus répressive cour politique de l'État bourgeois ! Mais ce n'est pas tout.

(Suite page 3).

L'affaire Roland Agret

LECANUET

CHERCHE A SE BLANCHIR

Lecanuet, ministre de la Justice, a déclaré dans un communiqué que «usant de du droit que me donne le code de procédure pénale, j'ai décidé de transmettre le dossier au procureur général près de la cour de cassation, pour permettre à cette haute juridiction de se prononcer sur la demande de Roland Agret».

Ce nouvel épisode dans l'affaire Agret accueilli avec un certain espoir de la part de la famille Agret, n'est qu'une procédure juridique tout à fait évidente que la bourgeoisie cherche à montrer comme une preuve de «sa bienveillance» et de son «libéralisme».

Ainsi transmis à la chambre criminelle de la cour de

cassation, le dossier ne bénéficie pas plus — s'est empressé de rajouter Lecanuet — d'arguments en faveur de l'éventualité de la révision du procès. Derrière tout cela, la bourgeoisie essaye, face au mécontentement général, de sortir de ce bourbier avec les mains propres et Lecanuet a voulu, par cette mesure, se blanchir. Mais Mme Agret a déclaré, à la suite de cette décision que ce nouvel épisode ne donnait pas la libération à Roland Agret alors que les nouvelles instances saisies par le dossier en avaient tout à fait les capacités. Elle a ajouté qu'ils réitéraient sa demande de libération.

Liberté pour le peuple de Timor-Est

Le Conseil de sécurité des Nations unies vient d'achever un débat de deux semaines sur la situation à Timor-Est. Une résolution demandant au gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces de Timor-Est, a été adoptée à l'issue de cette discussion.

Elle exige de tous les pays qu'ils respectent l'intégrité territoriale de Timor oriental ainsi que le droit de son peuple à l'autodétermination.

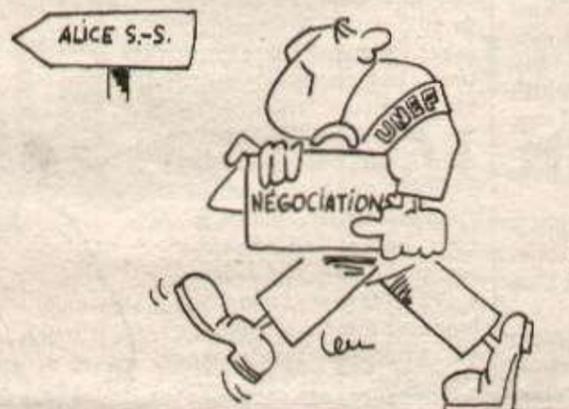
Invité à cette session, le représentant de la République démocratique de Timor-Est, comme ceux de nombreux pays du tiers monde, a condamné nettement l'intervention militaire indonésienne.

(Suite page 2).

ETUDIANTS

EXCLURE L'UNEF DU MOUVEMENT

La plus grande confusion régnait mercredi matin à ce qu'il est convenu d'appeler la «Coordination nationale» du mouvement étudiant. Celle-ci s'est en effet rassemblée mardi au Centre Censier à Paris et a poursuivi sa réunion dans la nuit de mardi et la journée de mercredi. Si la dernière coordination de Toulouse n'était que peu représentative du mouvement étudiant réel, celle-ci l'était encore moins. Dès avant que ses travaux s'engagent, les trotskystes se livraient à différentes manipulations. C'étaient eux en effet qui contrôlaient la «Commission de validation des mandats» des délégués. A ce titre, ils ont refusé l'entrée de la coordination aux délégués de Vincennes, en accord, bien entendu, avec leurs amis de l'UNEF. A ce titre également ils ont permis l'accès à la salle de délégués rejetés par les assemblées générales d'étudiants et de motions l'ayant été également. Sous prétexte de «représentation proportionnelle». Ce qui permet à l'UNEF et aux trotskystes d'être plus nombreux qu'ils devraient l'être.



QUAND L'UNEF MENE LA LUTTE.

Troisième manipulation : le nombre de mandats délivré à la «tête du client» de façon à avantager les facultés où ils sont influents. Certaines facultés en lutte ont ainsi moins de mandats que d'autres moins importantes mais où les délégués sont trotskystes. On ne peut donc rien attendre de positif de cette coordination. Que pourrait-on d'ailleurs espérer d'une coordination où sont présents les révisionnistes de l'UNEF, épaulés par les trotskystes ?

Le mouvement étudiant doit aujourd'hui plus que jamais exclure ces ennemis déclarés et s'organiser sans eux et contre eux. «L'Humanité» de mercredi apporte une nouvelle preuve de cette nécessité. Elle parle d'un «recul du gouvernement» et affirme que «les concessions gouvernementales portent sur des aspects essentiels». Il faut bien essayer de faire croire à une «victoire» pour appeler à reprendre les cours. Pas un mot bien sûr de ce qui est la revendication du mouvement étudiant : l'abrogation pure et simple de la réforme Soisson. Les révisionnistes appellent à la négociation avec le gouvernement pour discuter de l'application de la réforme contre laquelle combattent les étudiants.

(suite page 3)

**PARIS,
LE 1er MAI
à 10 h 30
De la Bastille
à la Nation
par la rue de la roquette
et le boulevard Voltaire**

DERNIERE MINUTE

En définitive, le PCR (ml) après plusieurs contre-propositions vient de se rallier à l'initiative de défilé autonome le matin à l'appel des marxistes-léninistes. Malgré un point de départ différent l'UCF (ml) et le PCR (ml) rejoindront notre cortège à la place Léon Blum pour aller à la Nation chacun derrière ses propres banderoles

mais ensemble. Que tous les anticapitalistes et antirévissionnistes participent à ce défilé auxquels prendront part de nombreux représentants des peuples du tiers monde ou d'Europe, Portugal, Tunisie, Mauritanie, Grèce, Turquie, Madagascar, Guadeloupe, Guyane, etc.

Vive le 1er mai 1976.

PROFITS SOVIETIQUES AU PORTUGAL

Le ministère portugais du Commerce vient de révéler qu'au cours de la période où le PCP était au pouvoir, le Portugal a subi une perte de 182 millions d'escudos dans ses ventes de vin à bas prix à l'URSS.

Il a indiqué que celle-ci avait acheté au Portugal 105 millions de litres de vin au prix ridicule de 2,6 escudos le litre. Les pertes portugaises proviennent du fait que le prix payé par le gouvernement portugais aux producteurs de vin était plus élevé que le prix de vente à l'Union soviétique.

En révélant ces informations, le ministère portugais du Commerce a estimé que le peuple avait le droit de connaître la vérité sur cette affaire.

Au même moment, le journal portugais «O Seculo» dénonçait le fait que l'URSS a établi une agence maritime internationale dont les capitaux étaient détenus à 51 % par le Portugal et à 49 % par l'URSS, dans l'intention de contrôler la flotte marchande du pays. Il précise clairement : «La compagnie transnationale soviétique ne manquera pas de représenter un danger pour la flotte marchande portugaise.»

Le porte-parole du syndicat portugais de la flotte marchande, de la navigation et de la pêche a tenu à souligner dans une conférence de presse qu'il s'agissait là d'une intervention flagrante du social-impérialisme russe dans l'économie nationale portugaise.

La Pologne , pays capitaliste

La Pologne a déjà la réputation d'être le pays de l'Est le plus «ouvert» à la notion d'entreprise privée. Plus de 75 % des terres cultivables appartiennent à des particuliers qui ne réservent à l'Etat qu'une partie de leur production. Les petites entreprises employant jusqu'à 12 personnes sont également autorisées. Cela va désormais aller plus loin. En effet, d'ici un à deux mois, la Pologne offrira très officiellement aux capitalistes occidentaux la possibilité de s'implanter sur son territoire : vraisemblablement en leur proposant des hôtels et des usines fabriquant des produits de grande consommation. Seul critère : que ces projets soient «utiles à l'économie et bons pour le peuple polonais».

Pour l'instant, seuls les Occidentaux d'origine polonaise seront autorisés à investir en Pologne : ils sont 6 millions aux USA !

Aucune restriction ne sera imposée au montant des investissements et aux marges bénéficiaires. La monnaie polonaise n'étant pas convertible à l'Ouest, les exportations permettront de réaliser des bénéfices en devises, tandis que la part de la production écoulée en Pologne servira à payer les salariés polonais et... l'impôt prélevé par l'Etat. Celui-ci assure que cette charge fiscale sera aussi «raisonnable» que possible.



ONU

Liberté pour le peuple de Timor-Est

Suite de la page une.

Il y a déjà 8 mois que le peuple de ce petit pays mène une difficile lutte de libération nationale, après avoir subi durant de longues années le poids du colonialisme portugais. «Face aux énormes forces militaires indonésiennes», a déclaré le ministre des Affaires étrangères José Ramos Horta, «le peuple de Timor oriental a résisté héroïquement, faisant preuve devant le monde entier de sa détermination de ne jamais abandonner sa liberté et son indépendance nouvellement obtenues».

Au cours de ces 8 mois de lutte, le peuple de Timor-Est, sous la direction de son mouvement de libération, le FRETILIN, a démontré sa volonté inébranlable d'être

maître de son destin. Il le prouve quotidiennement en infligeant à l'armée d'invasion indonésienne, infiniment supérieure en hommes et en armements, des échecs et des revers répétés.

L'Indonésie, forte de 100 millions d'habitants, n'a toujours pas réussi et ne réussira pas à soumettre ce petit territoire peuplé d'à peine 650 000 habitants, et dont la seule richesse est le café qui représente 90 % de ses exportations. Ce n'est pas faute d'y avoir mis le paquet pourtant puisqu'elle a engagé ses unités militaires les plus modernes et les plus réputées. Sans succès : elles se retrouvent aujourd'hui impuissantes, encerclées dans les grandes villes par des unités de guerrilleros, parfois seulement armés d'arcs et de

flèches rudimentaires ; ceux-ci n'en contrôlent pas moins avec l'aide de toute la population, la grande majorité du territoire. Car c'est bien une véritable guerre populaire qui se mène à Timor-Est et qui tient en échec plus de 10 000 soldats indonésiens.

Le tiers monde autrefois colonisé ne s'y trompe pas. 49 pays afro-asiatiques soutiennent la demande d'admission à l'ONU de la République démocratique de Timor-Est. En Australie, toute proche un puissant mouvement de soutien au FRETILIN s'organise.

La récente résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, quoique ne dénonçant pas encore assez nettement le rôle d'agresseur de l'Indonésie, contribuera toutefois un peu plus à son isolement.

USA

ESPIONS ET CONTRE-ESPIONS

Près de la moitié des diplomates soviétiques en poste aux États-Unis en février 1975 étaient des membres du KGB ou des services de renseignement du ministère de la Défense d'URSS, indique le rapport final de la commission sénatoriale sur les activités des services de renseignement.

Dans la section «contre-espionnage», le rapport déclare que, selon le FBI, plus de 40 % des 1 079 fonctionnaires soviétiques aux États-Unis à ce moment-là étaient des membres «reconnus» des services de renseignement civil et militaire d'URSS. Certaines sources «plus restrictives», ajoute le texte, parlent de 60 %. Des transfuges enfin ont estimé à «70 à 80 % le nombre de fonctionnaires soviétiques qui ont des liens avec le renseignement».

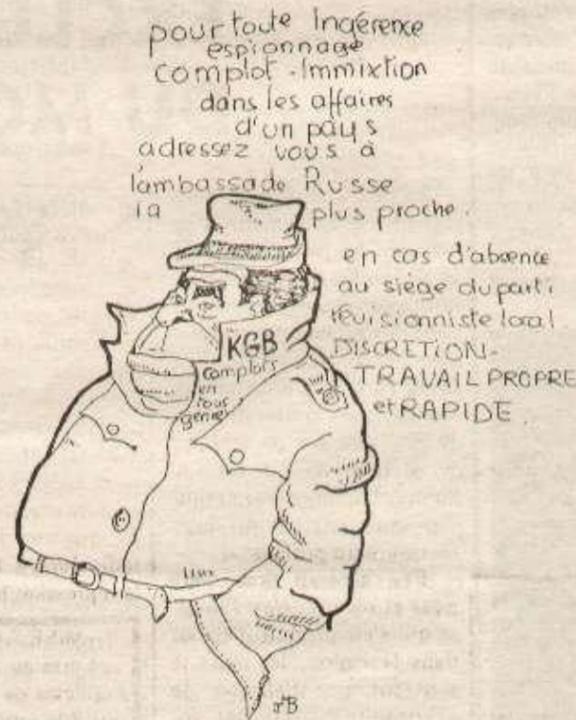
Le rapport note encore que le nombre de Soviétiques aux États-Unis a triplé depuis 1960. Les échanges entre les deux pays permettent également un développement des activités d'espionnage soviétique aux États-Unis.

En 1974, souligne le rapport du sénateur Frank Church, plus de 200 navires soviétiques avec quelque 13 000 officiers et hommes d'équipage à bord ont mouillé dans des ports américains.

Au cours des dix dernières années, 100 des 400 étudiants soviétiques venus dans des universités américaines ont été «identifiés par le FBI comme agents du renseignement».

Le texte souligne enfin que des membres du personnel de certains sénateurs et représentants ont été sollicités par des agents soviétiques.

De son côté, la CIA a réalisé à l'étranger quelque 900 opérations clandestines «importantes» et en a lancé des milliers d'autres mineures au cours des 15 der-



En tout, d'après le rapport Church, quelque 10 000 agents soviétiques sont impliqués dans des activités clandestines dirigées contre des pays étrangers, au premier rang desquels viennent les USA, mais presque aussitôt après la République populaire de Chine.

Le KGB aurait un département indiqué par la lettre «V» qui opère «des assassinats, des enlèvements, des meurtres à l'étranger et actuellement s'occupe principalement de sabotage et d'opérations de guérilla».

nières années, par l'emploi de journalistes, d'hommes d'églises ou de membres de sectes religieuses.

Elle reconnaît que les États-Unis ont besoin de services de renseignement, notamment pour «vérifier si les traités concernant les limitations des armements sont respectés» et pour fournir aux responsables des informations précises permettant de «diriger le pays efficacement». C'est-à-dire selon les intérêts des monopoles américains.



UNE PRISE DE POSITION DE L'OLP

Le porte-parole de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en France, Ezzedine Kalak, s'est déclaré opposé à la proposition américaine visant à l'envoi d'une force de sécurité au Liban.

Interrogé sur la situation au Liban, au cours d'une conférence de presse, lundi à Nancy, il a vivement critiqué la récente proposition du secrétaire d'État américain, Henry Kissinger. «Nous considérons cette proposition comme une nouvelle initiative d'agression vis-à-vis des peuples libanais et palestiniens» a déclaré E. Kalak. «Nous sommes pour une solution politique à la crise que traverse, actuellement, le Liban. M. Kissinger semble méconnaître la réalité des choses en poursuivant une politique basée sur la négation du problème palestinien. Son attitude favorise la division du peuple libanais et prépare le partage du pays. Aucune menace, aucune force ne changeront rien à la situation. Si les Américains veulent une nouvelle guerre, ils seront les bienvenus».

LIBAN

MENACES DU «BLOC DES GAUCHES»

Une certaine détente se confirme au Liban où l'élection d'un nouveau président de la République aura lieu samedi premier mai. Toutefois le leader du «Bloc des gauches» prosoviétique, Kamal Joublatt, vient de brandir la menace d'une abstention des forces qu'il contrôle à ces élections, précisant bien que «L'abstention signifiera la poursuite de l'affrontement à tous les niveaux». Il a également ajouté que, d'après lui, «la politique étrangère du Liban doit être axée sur l'amitié avec tous les pays arabes, ainsi qu'avec les grandes puissances».

Voilà qui a le mérite d'être clair !

PROCHAINES MANŒUVRES DE L'OTAN EN ITALIE

Des manœuvres de l'OTAN, qui mettront en jeu des unités terrestres et aériennes, auront lieu dans le nord de l'Italie du 10 au 14 mai, a annoncé le commandant en chef des forces de l'OTAN dans le sud de l'Europe.

Le thème de ces manœuvres, qui seront d'une «envergure limitée», est l'envoi de renforts dans des conditions de guerre simulée.

A quelques jours de la chute, maintenant certaine, du gouvernement d'Aldo Moro en Italie, ces manœuvres témoignent d'une réelle inquiétude de l'impérialisme US devant l'offensive politique de l'URSS en Europe du Sud.

CANADA :

VENTE DE 74,6 MILLIONS DE BOISSEAUX DE BLE CANADIEN A L'URSS

Voilà le résultat de la politique du «Canon et pas de beurre» qu'applique la superpuissance impérialiste soviétique : l'Office canadien du blé a annoncé la vente de 2 millions de tonnes longues (74,6 millions de boisseaux) de blé à l'URSS. La politique soviétique intensive de course à l'armement dans le but d'imposer son hégémonie au monde a conduit également celle-ci à acheter en 1977, 1 million de tonnes de blé à l'Australie, soit une valeur de 13 millions de dollars australiens.

A L'OFFENSIVE CONTRE LA REPRESSION !

Suite de la page une.

Alors que dans l'Espagne de Juan Carlos se poursuivent les crimes et assassinats de l'époque franquiste, le gouvernement français a interdit le FRAP, cette organisation d'antifascistes et patriotes espagnols qui ne portait aucune atteinte à l'État français et ne s'ingérait en rien dans ses affaires intérieures. Au nom de quels principes « démocratiques » a donc été prise cette mesure de complicité avec le fascisme d'outre-Pyrénées ? Et sans doute est-ce au nom des mêmes principes « démocratiques » que la bourgeoisie a fait de la Corse une région sous-développée et misérable, et même, pourquoi ne pas le dire, une véritable « colonie de peuplement ».

A la légitime et bien compréhensible résistance des populations de la Corse, elle a envoyé ses forces de répression, le sang a coulé, et aujourd'hui plusieurs Corses sont en prison et déferés devant la cour de sûreté de l'État bourgeois.

Au nom encore de ses principes « démocratiques », le gouvernement a envoyé d'énormes forces de répression contre les petits viticulteurs de l'Aude, auxquels sa politique néfaste a imposé faillite et misère généralisées.

Un cultivateur a été tué d'une balle en plein front.

Et comme ses camarades ne l'ont pas accepté facilement

et ont opposé une légitime et bien compréhensible résistance, l'un des leurs est aussi, aujourd'hui, en prison et déferé devant la justice de classe de l'État bourgeois.

La « démocratie » telle que l'entendent les banquiers et ministres à leur service, c'est aussi la liberté pour eux d'imposer le chômage, les licenciements, de traiter de manière raciste les travailleurs immigrés et de les expulser avec brutalité.

C'est encore la volonté de promouvoir une réforme de l'enseignement dont le seul objectif vise à satisfaire les besoins des capitalistes,

en vue de réaliser des profits toujours plus élevés sur la sueur et avec le sang de tous les travailleurs.

Mais les quatre grandes luttes en cours, celle des ouvriers, celle, spécifique, des travailleurs immigrés, celle des petits paysans opprimés en Corse comme dans le Languedoc-Roussillon et dans d'autres régions, celles des étudiants ne cessent de se développer.

Des masses populaires de plus en plus nombreuses sont à l'offensive.

La lutte contre la répression de plus en plus violente ordonnée par ce pouvoir « libéral avancé » doit aller de pair avec l'offensive populaire.

Il urge de rassembler tous les efforts, toutes les initiatives pour obtenir la libération de tous les emprisonnés politiques, quels que soient les motifs divers des poursuites engagées par le gouvernement, exécutif de la politique de la bourgeoisie capitaliste. Il faut dénoncer tous les scandales dont cette classe d'exploiteurs porte la responsabilité et auxquels elle est intimement liée : un exemple, le maintien en prison de Roland Agret, un autre exemple, la justice non rendue dans l'affaire relative à l'assassinat de Mohamed Diab, etc.

Pour notre part, localement, en Bretagne, ainsi que dans quelques villes de province, de justes initiatives et actions de masse ont été développées pour exiger la libération immédiate et la cessation des poursuites contre les marxistes-léninistes de Lorient inculpés de « reconstitution de ligue dissoute » et de « démoralisation de l'armée ». Mais Romain Le Gal reste emprisonné, alors qu'il n'a pas commis le moindre acte concret susceptible de justifier, même au regard de la légalité bourgeoise, son maintien préventif en détention !

Nous avons décidé d'appeler à intensifier les actions en faveur de nos camarades marxistes-léninistes, et particulièrement pour la libération immédiate de ce jeune militant. Aussi dès maintenant nous demandons que

toutes les manifestations prévues pour le 1er Mai constituent l'occasion de développer la campagne contre la répression dont sont victimes les camarades de Lorient. Banderoles, mots d'ordre exigeront la libération immédiate de Le Gal et la cessation de toutes les poursuites.

Mais il faut aller plus loin, transformer la lutte en faveur de nos camarades marxistes-léninistes en offensive contre la politique répressive d'ensemble de la bourgeoisie capitaliste.

Aussi lançons-nous l'initiative d'une JOURNÉE NATIONALE D'ACTION pour le 8 mai prochain dans toute la France, avec le souci de mobiliser les plus larges masses, contre la répression du pouvoir de la bourgeoisie de droite soutenue par les dirigeants du faux Parti communiste français. A propos de ces derniers, il est aussi indispensable de démasquer leur hypocrisie quand ils prétendent défendre les libertés. Il convient de ne jamais oublier leurs appels à la répression contre les « gauchistes, maoïstes, etc. », les appels dans ce sens de Marchais lui-même, ainsi que leur méprisable attitude au moment de l'assassinat de Pierre Overney, jeune ouvrier de l'usine Renault, ou plus récemment leur ignoble comportement envers les militants espagnols du FRAP, quand Franco venait

d'en faire fusiller cinq et continuait à en faire torturer des dizaines et des dizaines en même temps que d'autres militants comme ceux des organisations basques. Toutefois, si nous récusons tout soutien crapuleux des dirigeants révisionnistes qui ne cherchent qu'à récupérer à leur profit tout mouvement de masse légitime pour en transformer et dévier le contenu, nous savons aussi distinguer les militants de base qui aspirent à de justes activités prolétaires et nous les appelons à donner leur concours individuel à la lutte contre la répression bourgeoise.

MISE AU POINT

Certains amis se sont inquiétés de la confusion possible entre la manifestation organisée le 1er Mai par « Force ouvrière » et celle des marxistes-léninistes, du fait que leurs points de départ est le même : place de la Bastille. Rassurons-les, les deux défilés s'achèveront dans des directions opposées et, vraiment, nous ne pensons pas que les militants marxistes-léninistes puissent se tromper de rassemblement, les mots d'ordre n'étant absolument pas les mêmes !

Nous lui devons le mérite de reconnaître en nous, communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge, les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière, les continuateurs de la Commune de Paris, les partisans de la dictature du prolétariat.

Elle espérait nous faire peur et reculer, c'est l'inverse qui s'est produit. Partout dans la région, les murs se sont couverts d'affiches de l'Humanité-Rouge. Des slogans du PCMLF exigeant la libération et celle de tous les militants emprisonnés ont montré que devant l'ennemi de classe, il n'y a qu'une solution : l'offensive !

Camarade, dans ta cellule, sois fier et garde courage, nous sommes avec toi et exigeons avec l'Humanité-Rouge et tous les comités de soutien

- ta libération immédiate
- la levée de toutes les inculpations
- la suppression de la cour de sûreté de l'État.

CDHR de Loudéac.

Une lettre des marxistes-léninistes de Loudéac à Romain Le Gal

Cher camarade,

C'est au nom de tous les militants et sympathisants de l'Humanité-Rouge de Loudéac que je t'écris.

Nous venons t'apporter notre soutien militant et te dire que dans la région, à la nouvelle de la répression

dont les camarades et toi étiez victimes, tous les antifascistes se sont levés.

C'est sans surprise que nous avons appris les 3 arrestations : la bourgeoisie est affolée et en vous inculpant, elle n'a pas frappé au hasard.

Déclaration du mouvement breton antirépression

Réunie le 13 avril à St-Nazaire, l'assemblée générale du mouvement breton antirépression a adopté un communiqué dans lequel il :

- s'élève contre l'arrestation de 3 militants de l'Humanité-Rouge de Lorient et l'incarcération d'un d'entre eux à la prison de Fresnes, pour délit d'opinion.

- condamne une nouvelle fois le rôle joué par la cour de sûreté de l'État, tribunal d'exception devant lequel ils sont traduits, dans la répression contre les militants politiques bretons.

- rappelle qu'après les paysans et les viticulteurs, les ouvriers en lutte pour la sauvegarde de l'emploi, les soldats exigeant les droits démocratiques dans l'armée, les patriotes corses, le mouvement politique et culturel breton, les réfugiés politiques basques, la répression du pouvoir capitaliste français frappe des militants révolutionnaires bretons.

- exige la libération immédiate et l'arrêt des poursuites à l'encontre des militants de l'Humanité-Rouge de Lorient.

La JOURNÉE NATIONALE D'ACTION du 8 mai sera l'occasion d'encourager le développement d'un grand mouvement de masse contre les violences, contre les arrestations, contre les perquisitions, contre les emprisonnements, par lesquels la bourgeoisie essaye d'écraser les luttes légitimes des masses populaires.

Sans forcément partager toutes leurs idées, nous voulons agir en faveur des libérations de tous les emprisonnés politiques, qu'il s'agisse des autonomistes bretons ou corses, des syndicalistes ou des soldats, des petits paysans ou des travailleurs immigrés. Nous exigeons la liberté pour le docteur Siméoni, pour Albert Tisseyre, pour tous les militants politiques emprisonnés comme pour tous nos camarades marxistes-léninistes, en particulier actuellement pour notre camarade Romain Le Gal !

Nous proposons qu'à l'occasion de la JOURNÉE NATIONALE D'ACTION du 8 mai contre les emprisonnements arbitraires se constitue un large Comité national de soutien, se constituent également de nom-

breux comités locaux et régionaux à l'exemple de ceux qui viennent de naître dans les villes de Bretagne pour soutenir nos 5 camarades marxistes-léninistes déferés devant la cour de sûreté de l'État.

Nous demandons l'appui actif des syndicats qui échappent à la direction réactionnaire des dirigeants et bonzes révisionnistes. C'est la classe ouvrière qui doit prendre en main partout et diriger l'action contre la répression, en étroite union avec tous les éléments de la population décidés à soutenir le juste combat contre les mesures répressives du pouvoir.

Amis et camarades, *tous ensemble et en même temps, à l'offensive contre la répression et contre la violence de classe de la bourgeoisie capitaliste !*

Imposons les libérations de tous les emprisonnés politiques !

Imposons la cessation de toutes les poursuites arbitraires !

Préparons immédiatement la grande JOURNÉE NATIONALE D'ACTION du 8 mai 1976 !

Jacques Jurquet

Etudiants

EXCLURE L'UNEF DU MOUVEMENT

(Suite de la page 1)

L'UNEF qui dans la plupart des assemblées générales de base, est exclue par les étudiants, prétend parler en leur nom et dans un communiqué demande « l'ouverture de négociations véritables avec les représentants qualifiés des étudiants ». Elle ajoute : « En ce sens, le bureau national de l'UNEF, qui n'a cessé d'exiger que

des discussions sérieuses s'engagent, demande à être reçu dans les plus brefs délais par le secrétaire d'État aux Universités ».

Les révisionnistes veulent ainsi poignarder le mouvement étudiant. Ils doivent en être exclus. Cela suppose également l'exclusion de leurs alliés trotskystes.

La « liaison avec les masses » selon les giscardiens

De jeunes postiers de Houilles nous ont écrit pour nous raconter l'expérience qu'ils ont faite (bien involontairement) des « carrefours » qu'organisaient les giscardiens samedi dernier. Voici ce qu'ils écrivent :

Invités par une « charmante dame » à venir prendre l'apéritif dans la soirée de samedi — cette « cliente » accueillante insistant bien sur le fait que plus il y aura de fous plus on rigolera. Nous débarquons à 4 dans un appartement très bourgeois, plutôt gênés dans nos gros sabots.

Accueil des plus chaleureux, on nous offre un apéritif, un 2e, un 3e... Tout en discutant de la pluie et du beau temps. Puis nous abor-

don petit à petit les problèmes politiques, ou plutôt nous nous faisons cuisiner. Combien gagnez-vous par mois ? etc.

Ça volait plutôt bas. Quand vint un monsieur « très respectable »... sans doute pour élever le débat, allant jusqu'à nous proposer une réunion avec des jeunes giscardiens.

C'est là que nous nous apercevons que nous étions tombés dans un traquenard. L'hôtesse et son alcool venaient de servir d'appât pour la haute tenue d'un de ces nombreux carrefours giscardiens qui ont eu lieu samedi soir.

Sans commentaires, messieurs les bourgeois. Votre mépris du peuple ne vous fera que tomber plus bas.



Lemaire et Dillies (Roubaix)

RENFORCER NOTRE LUTTE CONTRE CEUX QUI NOUS TRAHISSENT

Des ouvriers de l'usine Lemaire et Dillies nous ont adressé l'article ci-dessous, et dans un petit mot l'accompagnant ils écrivent :

« Nous espérons pouvoir vous en communiquer d'autres encore, car cela permettra de faire connaître nos problèmes, nos luttes et nos victoires futures qui seront, nous l'espérons, fructueuses. »

Chez Lemaire et Dillies (Textile Roubaix) depuis la grève de décembre 1975 qui s'était terminée par un demi-succès, la direction essaie de renforcer son exploitation et son oppression qui avaient été ébranlées par la détermination des ouvriers.

Des miettes qu'elle nous avait accordées, il ne reste plus rien et moins encore car elle a diminué nos horaires et nos salaires aussi. Mais la direction n'est pas notre seul ennemi, car déjà pendant la grève nous avons été trahis par certains de nos délégués qui avaient préféré la « collaboration » avec la direction plutôt que notre défense ! Ceux-là continuent leur travail de sape et de démoralisation en refusant d'élever la conscience de classe des ouvriers, en

refusant de faire l'unité des ouvriers nécessaire à nos victoires et en nous empêchant de mener de justes luttes désirées par les ouvriers eux-mêmes. Nous venons d'en avoir encore un exemple frappant.

Lundi 12 avril, tout un atelier se mettait en grève pour s'opposer à la mise à pied arbitraire d'un camarade immigré et exiger en même temps une augmentation de salaire. Prise de panique devant cette grève inattendue la direction exerça menaces et pressions contre les grévistes, puis essaya de faire faire le travail de ceux-ci par d'autres ouvriers qui refusèrent de jouer les briseurs de grève par solidarité pour leurs camarades. Devant la détermination de nos camarades, elle ne put arriver à ses fins. Pendant ce temps seul un délégué soutint fermement les grévistes devant la direction et essaya d'appeler au soutien de l'ensemble des ouvriers de l'usine. Mais il se heurta aux délégués trahisseurs qui, affolés, faisaient tout pour ne pas populariser cette juste grève dans l'usine et pour empêcher une assemblée générale désirée par l'ensemble des travailleurs.

Pourtant nos camarades remportaient une victoire en obtenant jusqu'à 0,35 F d'augmentation mais n'arrivaient pas à exiger la levée de la sanction. La trahison de certains de nos représentants qui firent leur possible pour isoler les grévistes

du reste de l'usine en fut le principal facteur.

Cela doit nous ouvrir les yeux et nous servir de leçon. Seule la lutte classe contre classe nous permettra de remporter des victoires éclatantes contre la bourgeoisie et contre ceux qui nous trahissent. Nous devons mener le combat contre les traîtres, en les démasquant publiquement et en faisant l'unité entre nous, sur de justes mots d'ordre : pour renforcer l'unité entre travailleurs français et immigrés, pour éveiller notre esprit de solidarité entre nous, et pour exiger des représentants syndicaux qu'ils nous soutiennent et se placent sur de justes positions de classe.

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'une délégation de travailleurs de l'usine faisait une éclatante intervention dans une assemblée générale d'étudiants en grève d'une université occupée de Lille. A la fois pour apporter le soutien des ouvriers de l'usine à la lutte contre la réforme Soisson mais aussi pour expliquer, exemples à l'appui, la nécessité de lutter contre ceux qui nous trahissent, et pour renforcer l'unité des ouvriers, paysans, étudiants. Cette intervention souleva un grand enthousiasme parmi les étudiants qui firent une collecte pour les grévistes de l'usine et qui rapporta près de 400 F.

Vive la lutte classe contre classe !

Dénonçons vigoureusement ceux qui nous trahissent !

Vive l'unité ouvriers-paysans-étudiants !

Correspondant HR.

LES CHOMEURS S'ORGANISENT

A PONTCHATEAU (44)

Un comité de chômeurs s'est constitué à Pontchâteau (44). Son but : regrouper les chômeurs de Pontchâteau et des communes voisines, les organiser pour qu'ils s'informent et se défendent. Ses premières activités : un montage audiovisuel et des tracts informatifs, pour faire connaître la vie et les problèmes des chômeurs de la région. Ces activités ont contribué à rompre l'isolement des chômeurs, à lutter contre la propagande gouvernementale, à développer la solidarité, et à informer les chômeurs et les jeunes scolaires. De meilleures conditions sont créées pour envisager de mener des luttes pour la défense des droits des chômeurs.

Un lecteur.

A CHOLET (49)

A Cholet, dans le Maine et Loire (à environ 60 km de Nantes) un comité de chômeurs CFDT s'est créé, il est le prolongement de celui organisé par les travailleurs de l'usine Perier en difficulté en 1974/1975. Son but est de réunir tous les travailleurs sans emploi de la ville et des communes environnantes, car dans la région, malgré la « relance » de nombreuses usines de chaussures et de confection continuent de déposer leur bilan ou de se restructurer au détriment des travailleurs.

Une chômeuse de Cholet.

Lyon

Grève des transports en commun et nouvelle grève des éboueurs

Depuis jeudi dernier le personnel de l'entreprise privée Monin-ordures-service (MOS) qui a passé des contrats avec la communauté urbaine de Lyon a cessé le travail.

Le mouvement est essentiellement observé par les 200 « chargeurs » de la société — presque tous des immigrés — qui entendent protester contre les conditions de travail.

Après une grève de plusieurs jours en janvier, les éboueurs de MOS avaient obtenu des augmentations de salaires. Selon la CFDT, « pour compenser ce manque à gagner, MOS a passé de nouveaux contrats et veut, avec le même nombre de camions, augmenter le nombre de secteurs et le tonnage ramassé. Or, ajoute la CFDT, un chargeur parcourt 20 km en six heures de tournée, enlevant sept tonnes d'ordures et travaillant six jours par semaine ».

MOS ramasse les déchets des deux arrondissements de Lyon et d'une dizaine de villes de la communauté urbaine.

TCL : une grève trahie

Le mécontentement devenait explosif à la paie au début d'avril, et les directions syndicales ont alors donné à la sauvette le feu vert pour une grève qui ne devait hélas pas durer. Mal organisée au départ, elle était durcie au fil des jours par la base qui la reconduisait en assemblée générale.

Le syndicat «jaune» FO s'est vu avec 40 cartes déchirées. Les revendications avancées étaient l'augmentation de la prime de vacances, 20 F de prime de panier pour le travail de nuit et une meilleure rémunération du travail du dimanche. Le problème des compressions du personnel et des condi-

tions de travail n'est toujours pas pris en compte.

Chaque jour, les piquets de grève bloquent les dépôts et empêchent les cars de sortir, ce qui montre la grande combativité des grévistes.

Les dernières entrevues entre direction et syndicats n'ont rien donné de plus qu'auparavant (1 % supplémentaire au 1er avril et 270 F de prime de vacances au lieu des 170 F actuels). Malgré cela les directions syndicales appelaient à voter à bulletins secrets dans chaque dépôt, cherchant ainsi à favoriser la reprise. Dans un tract l'Union départementale CGT avait annoncé que la grève ne durerait que 15 jours : « *Vont-ils (la direction TCL et les pouvoirs publics) par leur attitude négative prolonger un conflit préjudiciable à l'ensemble de la population, prenant le risque (!) de priver celle-ci des transports collectifs pendant une quinzaine* » (!)

Pour quelques miettes

Après le vote à bulletins secrets et par dépôt mercredi dernier où 60 % du personnel avait voté pour la

continuation de la grève, malgré les manœuvres de démobilisation, la direction s'est décidée à lâcher quelques miettes ; ce qui a permis aux dirigeants révisionnistes de la CGT de chanter aussitôt victoire. Et vendredi les syndicats ont fait revoter la reprise et cette fois à 65 %.

De nombreux grévistes pensent qu'il aurait fallu tenir jusqu'à satisfaction.

NE PAS SE
DECOURAGER

Les communistes marxistes-léninistes appellent les grévistes combattifs à ne pas se décourager et à prendre contact avec eux et avec les autres travailleurs, victimes eux aussi des trahisons des dirigeants révisionnistes, cela notamment en vue du rassemblement ouvrier pour le développement des luttes, pour « la parole à la classe ouvrière », qui aura lieu le samedi 22 mai de 13 à 20 h au 32 et 33 rue René-Leynaud Lyon-1er. Camarades grévistes, le succès des luttes exige aussi de s'organiser, pour dénoncer et combattre sérieusement la trahison d'où qu'elle vienne.

Correspondant HR.

Mammouth (Rennes)

Nouvelle vague de répression

Au Mammouth de Rennes un patron de choc sévit depuis janvier 75. Il a fait attaquer le piquet de grève avec manches de pioche et lances à incendie pendant la dernière grève (cf. HR No 320, 323).

Depuis il a tenté de réprimer à plusieurs reprises les grévistes ; en janvier il a monté une section syndicale FO à sa botte et ces derniers temps les lettres d'avertissement ne cessent de pleuvoir.

Cette fois-ci il trouve le concours du délégué syndical CGT. En tant que chef de l'entretien, celui-ci accuse les ouvriers de saboter le matériel de l'entreprise. C'est sur son faux témoignage qu'un employé marxiste-léniniste a été licencié pour « détérioration volontaire » de son outil de travail.

Vendredi dernier, jour de la confirmation du licenciement, la riposte s'organise... 26 employés montent avec leur camarade au bureau où il est convoqué. Les délégués CFDT réussissent à faire avouer au chef du personnel qu'en fait de sabotage on le réprime pour ses idées politiques et sa participation active aux grèves.

Dans le bureau ils ont su défendre leur camarade, malheureusement ils n'ont pas pris tous les moyens pour mobiliser pour l'action la majorité des travailleurs. En effet, la veille se déroulaient les élections pour le Comité d'entreprise (où ils appelaient à voter pour le traître de la CGT dans le collège cadre !) : l'heure n'était pas à la riposte de masse mais au bulletin de vote !

Affaire à suivre car d'autres licenciements s'annoncent.

Correspondant HR

Procol-Cégédur (Angers)

Arrêt du mouvement

Par rapport aux dernières propositions patronales, la direction a proposé 1,5 % de plus au mois de septembre. Au total les augmentations sont donc de 3,5 % en plus des indices INSEE : 1 % maintenant, 1 % en juillet et 1,5 % en septembre.

Les travailleurs ont décidé d'arrêter le mouvement (2 heures de débrayage par semaine) : les débrayages étaient de moins en moins bien suivis par le personnel et cela en rapport aux « avantages » obtenus et au fait que personne n'ait été déclassé dans l'immédiat.

La direction a proposé à la signature des syndicats un accord sur les augmentations et sur la nouvelle grille de classification. La CGT s'est empressée de signer l'accord dès le vendredi matin. La CFDT a refusé de signer jusqu'à maintenant car elle refuse d'avaliser la nouvelle grille, mais les dirigeants de ce syndicat laissent entendre qu'il faudra bien qu'ils signent puisque la CGT l'a fait !

Non à la signature d'accord entreprise par entreprise !

En signant cet accord ils jouent le jeu patronal qui fait avaliser par les syndicats une plus grande division du personnel ; cet accord qui prévoit les augmentations sur une période d'une année doit donner une « paix sociale » pour tout ce temps au patron. Que le patron n'y compte pas trop car les ouvriers sauront continuer le combat et démasquer les traîtres révisionnistes à la tête de la CGT ou ceux qui s'empressent de les suivre dans la CFDT.

Correspondant HR



la France des luttes

Paris Brune

LES RAISONS DE L'ÉCHEC DE LA DERNIÈRE GREVE : COMMENT LES DÉPASSER

La grève contre le démantèlement de Paris-Brune, qui avait démarré mardi soir (voir HR No 477) s'est terminée en queue de poisson vendredi : les postiers ont dû reprendre le travail, faute de perspectives. Car la seule planche de salut qui restait, était une extension à d'autres centres, pour pallier la faiblesse du mouvement à Brune même : mobilisation faible en nombre (surtout dans certaines brigades) et en intensité (le moral était au plus bas, dès le jeudi matin). Il s'agit de chercher les raisons de ce nouvel échec, afin de trouver les remèdes à la démobilisation qui s'en suit.

Si beaucoup de gars n'ont pas débrayé c'est la faute au petit parlement de politiciens bourgeois de «gauche» qui sévit à Brune

et au type de syndicalisme auquel il préside.

Paris-Brune sert de vitrine aux opérations publicitaires des révisionnistes et des ré-

formistes. Ce «centre moderne», ils aspirent à le gérer ; ils attachent plus d'importance au bâtiment qu'à ceux qui y travaillent. Ainsi, dans

le premier tract du PCF sur la grève, il est écrit : «Avec un gouvernement de gauche où les communistes auraient l'influence nécessaire pour faire entendre la voix des travailleurs, une véritable concertation aurait empêché la liquidation de Brune». Ils profitent de toute lutte, de toute campagne de leurs boutiques respectives pour ramener leurs «zélus» dans la boîte. Rien qu'en deux mois : Dalbera, député PCF, le 20 février, Catala le 15 avril et lors de cette grève, Rocard le 22 avril ! D'ailleurs dès le début de la grève, ils se préoccupaient de la rédaction d'une question à déposer au Parlement, plutôt que de la façon d'organiser les travailleurs dans la lutte. Cette récupération constante pour le Programme commun, le «socialisme pour la France» et autres solutions bourgeoises ne signifie rien d'autre qu'un profond mépris des masses considérées par eux comme «réactionnaires», incapables, forces d'appoint, public pour les tribuns et «sauveurs suprêmes» de la «gauche». Tout est axé sur la collaboration de classe : débats au parlement, à la direction des services ambulants entre bourgeois respectueux de la paix sociale et des règles du jeu.

Les politiciens bourgeois «de gauche»

La CGT pensait utiliser ce mouvement pour se renforcer, suite à une campagne d'adhésions. Par ailleurs elle présente comme positif l'octroi à Brune par la direc-

tion de la Poste du chantier des journaux périodiques de Paris-RP, ce qui revient à cautionner le démantèlement et la réduction des effectifs de ce central, à tirer dans le dos des postiers de la région parisienne.

Alors il ne faut pas s'étonner que les postiers, à la base, soient écoeurés. Ils sont las des grèves-bidons mensuelles, de la politiciaille et de la bureaucratie. Un vent de révolte commence à se lever contre les «bureaucrates syndicaux qui ne consultent pas les travailleurs avant de partir en grève», «qui élaborent des plate-formes sans les travailleurs», «qui n'admettent pas que les travailleurs choisissent leurs propres formes d'action», «qui veulent qu'ils dépendent d'eux, les sauveurs suprêmes». Ils sont révoltés par les AG où les opinions ne sont pas débattues, où toute opinion divergente n'est pas tolérée, où la clique révisionniste fait obstruction aux opposants. Par exemple, en dépit de leur baratin sur les libertés, une des têtes révisionnistes bien connue à Brune s'est encore illustrée en menaçant quasi physiquement un délégué FO et en essayant de virer un journaliste du «Quotidien du peuple», un autre révisionniste se chargeant, lui, du journaliste de «Libération».

Toutes ces pratiques social-fascistes, bureaucratiques et récupératrices ne peuvent qu'écoeurer les gars et profiter à FO qui, comme chacun sait, affirme «ne pas faire de politique» (en bon larbin de l'administration).

Alors, révisionnistes et

réformistes se rattrapent et tentent de se blanchir en faisant leur numéro de démagogie anti-FO, présenté comme le seul responsable de tous les échecs. C'est ainsi qu'ils ont réussi à faire voter la condamnation de FO par une AG lors de la reprise, le 23, tout heureux de se tirer ainsi d'un mauvais pas et de rejeter la responsabilité des échecs sur le bouc émissaire habituel. Alors qu'ils sont d'accord aussi bien sur la défense du pseudo «service public» que sur la négociation comme arme suprême. Leurs disputes ne sont que des chicanes entre cliques bourgeoises et bureaucratiques.

Quant aux trotskystes, comme d'habitude, loin de dénoncer toutes les manœuvres de récupération, ils en vivent : l'OCI magouillant à FO et les autres sectes faisant l'unité sans principes et en dehors des masses avec les bureaucrates révisionnistes et réformistes dans la CGT et la CFDT. Il est regrettable que le «Quotidien du peuple», loin de mettre en garde (comme l'HR l'a fait dès son No 277) les travailleurs contre la véritable machination des révisionnistes et des réformistes, ait voulu se servir de la grève pour une opération publicitaire à son propre compte (descente de journalistes et de photographes, véritable vente promotionnelle de leur journal, articles et tracts «poussant au cul» sans aucune critique des révisionnistes et réformistes !). Nous espérons que les camarades du PCR(ml) rectifieront ces erreurs et s'inspireront de l'esprit de Yukong : abattre les montagnes du révisionnisme et du réformisme, au lieu de contourner l'obstacle, de concert avec les anarchistes.

Surmonter le découragement

Les objectifs actuels, pour les travailleurs de Brune, sont : surmonter leur découragement, prendre résolument leurs revendications en main, compter sur leurs propres forces et non sur les «sauveurs suprêmes» et leur solution bourgeoise du Programme commun ; lutter contre les récupérateurs, les bureaucrates et magouilleurs de tout poil qui dirigent les syndicats. Ce n'est que par ce moyen qu'ils obtiendront satisfaction et pourront combattre les plans de restructuration capitaliste des PTT. Les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, malgré leurs modestes moyens, se sont toujours attelés à cette lourde mais nécessaire tâche, dans l'esprit de servir les masses et non de se servir d'elles.

Correspondant HR Paris-Brune.

HLM «Les Tritons» (Montpellier)

Pour de meilleures conditions de vie dans la cité

Les Tritons, cinq tours de 17 étages, mises en service depuis quatre ans par les HLM, abritent 500 familles.

Depuis leur création, les problèmes se succèdent... Durant une année scolaire, les enfants des Tritons sont allés à l'école à un km de là... à pied... Le ramassage scolaire n'avait pas été prévu !

En 1975, une école est enfin ouverte. La rentrée de septembre se fait au milieu de matériaux divers, de gravats, mais enfin, les enfants sont près des tours. Une lacune... L'école s'avère immédiatement trop petite, le nombre d'instituteurs est insuffisant. Il n'y a jamais assez de livres pour tout le monde, les parents fournissent bien souvent cahiers et crayons.

La cantine scolaire fournit des repas de qualité médiocre, la personne qui surveille les enfants se croit bien souvent obligée de les insulter, de les frapper. Gîles, coups de talons sur les orteils sont monnaie courante... Il est vrai que la dite personne dépend de la mairie de Montpellier... C'est tout dire !

Pourtant le problème scolaire n'est qu'une petite partie des difficultés quotidiennes que rencontrent les habitants des tours.

Depuis quatre ans, aucun magasin, ni docteur, ni pharmacie, aucun centre de loisir, aucun terrain de jeu pour les enfants, des loyers HLM les plus élevés de la ville.

Trois commerçants assurent le ravitaillement des tours, avec bien sûr des prix très élevés...

Depuis quelques mois, un «comité APF des Tritons» s'est créé. Première action : une pétition afin d'obtenir un abri pour l'arrêt du bus recueille de nombreuses signatures. Avant même que la pétition soit présentée au maire et à la CTM*, comme par hasard, un abri est construit, alors qu'il était réclamé depuis quatre ans.

Après ce premier succès, une seconde action est engagée afin d'obtenir un centre commercial. Pendant une semaine, l'APF collecte de nouvelles signatures et con-

voque une réunion, le jeudi 15 avril à 21 heures dans une salle qui nous est prêtée Tour 1.

Après 30 minutes de discussion, nous avons une visite : celle de Monsieur Roger Ellul qui se présente comme «surveillant des HLM» (il nous a présenté sa carte).

Ce monsieur, connu à Montpellier comme supporter zélé de la mairie, insulte, menace : «Si vous ne videz pas les lieux, j'appelle la police». «Des gens comme vous, ça ne devrait pas exister, il y a trop de liberté en France»...

Le 17 avril un article paraît dans le Midi libre et assure ainsi le lancement publicitaire d'un «comité des habitants de la cité» présidé

par ce même Monsieur Ellul.

Il est clair pour de nombreux habitants des Tritons que ce «comité» n'a d'autre but que de tenter de saboter l'action de l'APF, de semer la confusion dans l'esprit des locataires et annoncer des réalisations qui ne régleront aucun problème et qui étaient déjà prévues par la mairie.

Pour nous l'action continue... Ce comité fantôme ne parviendra pas à empêcher les locataires et l'APF de revendiquer et d'obtenir ce qui aurait dû être mis en place dès la création des tours.

Un groupe de locataires membres de l'APF.

* CTM : Compagnie de transports montpelliérains.

LES CONDITIONS DES EMPLOYÉS DE MAGASIN

Un débat organisé dans une cité HLM de la région parisienne

Nous avons passé dans un quartier HLM proche d'un magasin à grande surface de la région parisienne, le film sur la grève du Mammouth de Rennes.

Avant le film, une femme a rappelé comment depuis la grève des Nouvelles Galeries de Thionville, cassée par la trahison de l'UD-CFDT, les luttes se sont développées dans les grands magasins surtout ces derniers mois (Mammouth, Printemps, Galeries Lafayette, Radar) et particulièrement le mois dernier dans la région parisienne : victoire à Parly II en mars malgré les tentatives de la CGT pour faire reprendre le travail.

Ce que le film nous a montré, c'est l'importance dans une telle grève de la proportion de non-grévistes dans une grande surface, malgré le soutien magnifi-

que de la population de Rennes et d'autres grands magasins (Printemps) et entreprises en lutte.

Un débat animé a suivi sur les conditions de travail et les possibilités de lutte dans notre région. Des femmes du quartier étaient là, qui sont clientes et aussi caissières, dont une est déléguée syndicale CGT, un employé de la boulangerie, un homme qui nous a expliqué comment il s'était fait renvoyer sur-le-champ pour avoir oublié de compter deux planches alors qu'il travaillait au bois-détail.

Nous avons pu constater que, sur 150 caissières, 80 seulement sont titulaires, le reste étant sur contrat temporaire ou en extra (elles font peu d'heures). La division des travailleurs est très habilement organisée. Mal-

gré tout, récemment, une grève des ouvriers immigrés de la nuit, démarrée sans préavis, et qui a obligé les cadres à se casser les reins pour remplir les rayons, a été victorieuse. Mais cette grève n'a pas été popularisée du tout, et deux des ouvriers qui l'ont menée ont été licenciés (le patron a attendu qu'ils se mettent «dans leur tort» et les a jetés sans aucune réaction).

Cette petite réunion (nous étions 25) nous a montré que les gens dans le quartier sont très intéressés par ce qui se passe dans les magasins, car beaucoup y ont travaillé ou sont clients.

Le débat a été très animé et à 11 h du soir personne ne s'était encore levé. Il y avait là des femmes en majorité, mais aussi des maris arrivés plus tard, leurs enfants cou-

chés, et qui s'éclipsaient de temps en temps pour aller les surveiller.

Une femme de notre groupe, par contre, n'a pas pu venir, son mari ayant réagi violemment à nos réunions préparatoires, elle a travaillé deux ans dans la réserve textile et aurait eu beaucoup à dire ; mais elle est décidée à se battre pour qu'il comprenne qu'elle a le droit de s'organiser avec d'autres femmes sur le quartier pendant qu'il est au boulot, et nous sommes toutes décidées à l'y aider.

Le succès de cette réunion est pour notre groupe de femmes un encouragement. Nous savons maintenant mieux ce qui se passe à l'intérieur du magasin, et nous sommes prêtes à soutenir les employés quand il le faudra.

Un groupe de femmes.



Grenoble : «la parole à la classe ouvrière»

SUCCESSION DU RASSEMBLEMENT DU 24 AVRIL

Les murs de la salle de la Bourse du Travail étaient couverts de dessins, d'affiches, de photos et de panneaux : panneaux d'entreprises (Raymond Boutons, Rhône-Poulenc, Textile, Neyric, Allibert, Caterpillar, Thomson-CSF, Cometa); panneaux de quartiers (la Buissonnette, grève des loyers de la Villeneuve); panneau des communaux de Grenoble; panneau critiquant «Antoinette», revue «femmes» de la CGT; etc.

Différents stands occupaient une partie de la salle : l'Humanité-Rouge, le Travailleur (avec un montage diapos), le Parti communiste révolutionnaire (ml), l'Association des stagiaires et étudiants comoriens, les marxistes-léninistes grecs.

La journée commence par des montages vidéo et un montage diapos sur la Commune de Paris. Quand s'ouvre le meeting, vers 17 heures, il y a quelque 150 personnes dans la salle.

C'est un camarade de Raymond Boutons qui prend d'abord la parole pour préciser que les bonzes PCF de la CGT ont refusé de le présenter aux élections des délégués du personnel malgré le soutien de la totalité de son atelier.

Ensuite une camarade étudiante insiste sur la nécessité pour les étudiants de rechercher l'unité avec les travailleurs.

Un camarade de Thomson-CSF parle notamment des problèmes particuliers des femmes en usine.

Un représentant des locataires en grève de la Villeneuve (quartier neuf de Grenoble) a révélé le rôle de la mairie PS qui leur reproche «de mettre l'OPHLM en faillite» avec leur grève des loyers, qui prétend qu'elle n'y est pour rien et que c'est la faute du pouvoir giscardien.

Une camarade femme rappelle que les femmes ont une lutte spécifique à mener car elles subissent une oppression spécifique mais que l'exploitation de l'homme comme celle de la femme ont une même cause, le capitalisme. C'est la révolution socialiste qui libérera les femmes, mais pour l'atteindre, elles devront rejeter en particulier les idées des révisionnistes du PCF qui ont en fait la même conception de la femme que la bourgeoisie au pouvoir.

Prendent encore la parole un représentant des éboueurs (la CGT, dirigée par les révisionnistes, refuse d'entrer en conflit avec la mairie PS à cause de la signature du Programme commun) et un représentant des communaux (nous avons 2 patrons, un de «gauche», le maire PS, M. Dubedout, qui embauche et... débauche, et un «de droite», le ministre de l'Intérieur, qui fixe les salaires...)

Puis deux messages de soutien sont lus : le premier vient des étudiants palestiniens de la GU/PS. Le message du PCMLF, très applaudi, insiste sur la crise, la répression des travailleurs, leur volonté de lutte et en particulier celle des travailleurs immigrés.

Les deux interventions suivantes sont celles de l'Union générale des étudiants tunisiens et de la JCMLF.

Le représentant du PCR (ml), accueilli aux cris de «Unité, unité», après avoir déclaré que «ce qui nous rapproche, c'est le marxisme-léninisme», affirme que l'unité des marxistes-léninistes fait des progrès et aboutira inévitablement à l'unification organisationnelle d'ici 2 ans, précisant que celle-ci se fera avant tout par l'unification sur la ligne politique.

Le représentant du Travailleur insiste, lui, très concrètement sur la dictature du prolétariat et appelle à l'unité pour balayer le révisionnisme.

L'intervention centrale de l'Humanité-Rouge est trop longue pour être résumée en quelques mots. Aggravation de la crise et luttes des travailleurs forment la première partie de cette intervention. Puis il est question des luttes paysannes et des luttes des travailleurs des autres pays car la crise ne touche pas que la France. Ceci conduit à rappeler que la crise du capitalisme est un facteur de guerre et qu'il faut rester très vigilants face aux deux superpuissances. Une seule solution à ces maux : la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais pour en arriver là, les marxistes-léninistes doivent s'unifier dans un parti marxiste-léniniste unique, se renforcer dans les entreprises et combattre sans merci le révisionnisme.

L'intervention s'achève par un appel aux travailleurs révolutionnaires à rejoindre les rangs des marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge pour une France socialiste pour une France d'unité entre les petits paysans et le prolétariat pour une France de dictature du prolétariat.

Un camarade cheminot fait ensuite une intervention courte et très vivante pour donner quelques informations sur la grève du dépôt d'Épinal. Il est très applaudi. L'Humanité-Rouge et Le Travailleur appellent alors conjointement à la manifestation du 1er mai (Grenoble 10 heures - place de la gare), puis il faut bien passer au buffet car... ventre affamé n'a pas d'oreilles et le rassemblement n'est pas terminé !

Il se poursuit par un montage diapos sur le Larzac, suivi d'un débat avec des camarades paysans de l'Isère, à qui de nombreuses questions sont posées.

La fin de la soirée est occupée par 2 projections de films et de chants : chants révolutionnaires par le cercle André Hermitte de la JCMLF, chants patriotiques et révolutionnaires de la résistance grecque par des camarades grecs, une chanson enfin, écrite et chantée par un camarade, sur un air grec. Il est très applaudi.

Au total donc, malgré quelques imperfections, un meeting vivant, varié qui aura encouragé tous les participants à aller de l'avant dans la voie de l'unification des marxistes-léninistes pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

Correspondant HR.

POUR UN 1er MAI DE CLASSE ET DE MASSE



METZ-THIONVILLE-UCKANGE-FAMECK-VALLEE DE LA FENSCH :
Afin de renouer avec les traditions révolutionnaires du 1er mai, les marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge et la JCMLF organisent
UN MEETING DEBAT A FAMECK
LE VENDREDI 30 AVRIL A 20 h 30 (CENTRE SOCIAL).

Les différentes interventions auront pour objet d'exposer et de soumettre aux masses la ligne politique et idéologique du PCMLF, dont l'activité des cellules ne cesse de croître dans la région.

Une camarade de la JCMLF exposera l'activité et les propositions d'actions concrètes des marxistes-léninistes dans la jeunesse.

Le chômage, l'organisation et la lutte des chômeurs seront abordés par un camarade chômeur.

Une dénonciation de la santé en système capitaliste sera faite ainsi que les revendications et l'organisation des élèves-infirmières.

Un camarade, exclu de la CGT en 1972, parlera de la démocratie prolétarienne, des nationalisations et de la grille unique des salaires dans la sidérurgie.

La dernière intervention, à travers un exposé des efforts tant nationaux que locaux du PCMLF pour l'indispensable unité des marxistes-léninistes, expliquera notre mot d'ordre d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, afin d'instaurer le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

Un appel à rejoindre pour le lendemain 1er mai le cortège de l'Humanité-Rouge et de la JCMLF ainsi qu'un débat clôtureront cette soirée.

Nous invitons tous les travailleurs manuels et intellectuels qui se battent pour instaurer le socialisme, tous les lecteurs de notre quotidien, à participer activement à ce meeting.

Ce meeting et la manifestation du 1er mai seront

l'occasion de démontrer que les craintes de la bourgeoisie et de ses politiciens bourgeois de droite ou de gauche sont parfaitement fondées, car le peuple, classe ouvrière en tête, veut le socialisme et rien ne pourra l'en détourner.

Correspondant HR.

Travailleurs, paysans, étudiants, chômeurs... qui voulez parler de vos luttes :

MEETING

LE 30 AVRIL A AGEN

Salle Ledru-Rollin de 18 à 24 heures

«LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS»

à l'appel des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge.

PROGRAMME :

Stands : d'entreprises (Housty, Verrerie de Vianne...), JCMLF, chômeurs, santé, enseignement, organisations anti-impérialistes...

20 h à 21 h 15 : la parole aux organisations étrangères (CPAP, AGEM, Espagne, Perspectives tunisiennes)

A partir de 21 h 15 :

- film : lutte de travailleurs
- la parole aux travailleurs
- intervention centrale.

MARSEILLE LE 30 AVRIL DE 19 H A 24 H
à la salle St-Georges - avenue Corse

Pour un succès de masse du Rassemblement ouvrier-paysan.

La parole à la classe ouvrière, la parole aux luttes ouvrières, paysannes et populaires, c'est mettre en pratique cette vérité première «le peuple est créateur de l'histoire universelle».

C'est aussi pour les marxistes-léninistes et les progressistes qui veulent se placer sous la direction de la classe ouvrière, apprendre auprès des travailleurs.

C'est enfin dans le contexte actuel combattre le révisionnisme en travaillant à l'unité de classe du prolétariat, à l'unité entre la classe ouvrière et la paysannerie, à l'unité de la classe ouvrière avec toutes les couches sociales anticapitalistes.

C'est un besoin pour les masses. L'unité de classe et l'unité populaire sont un désir profond.

Voilà pourquoi le rassemblement de Marseille s'annonce comme un succès.

Les travailleurs de Griffet ont décidé en assemblée générale de venir s'exprimer à notre tribune. Les travailleurs du Métro seront présents. Des cheminots, des postiers, des ouvriers d'autres corporations expliqueront leurs luttes «classe contre classe». Des ouvriers agricoles, «les damnés de la terre», selon le titre d'un article publié dans HR, dénonceront l'exploitation et le capitalisme. Des paysans parleront de l'unité ouvriers-paysans. Des étudiants en lutte apporteront le soutien de la jeunesse intellectuelle.

A TOUS

NOS CORRESPONDANTS

Pour que notre «Humanité rouge» puisse remplir de façon plus rapide et plus efficace son rôle dans les luttes de classe en plein essor qui se mènent partout aujourd'hui, il est indispensable que nos correspondants lui communiquent au jour le jour toutes les informations concernant ces luttes et leur développement. A cet effet, il leur est possible de téléphoner aussitôt que nécessaire au numéro de notre répondeur automatique. Si certains d'entre eux ignorent encore ce numéro, nous les invitons à nous faire parvenir dans les délais les plus brefs un moyen de les joindre par lequel nous com-

blerons cette lacune.

Nous convions cependant nos camarades à envoyer à notre boîte postale copie de leurs articles ou de leurs informations, même si déjà ils en ont lu le contenu au téléphone. En effet sur notre répondeur se produisent de temps à autre des incidents techniques qui nous empêchent de recevoir les messages dans leur intégralité, rendant ainsi parfois inutilisables les informations. Nous nous efforçons de remédier à cela mais pour plus de sûreté mieux vaut pour l'instant prendre la précaution d'envoyer copie des informations par la poste.

L'Humanité rouge.

UNE RÉCENTE PUBLICATION
DES ÉDITIONS DU CENTENAIRE DANS LA
COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

UN SEUL COMBATTANT SUPRÊME :
LE PEUPLE

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 OCTOBRE 1975 PAR UN
REPRÉSENTANT DU JOURNAL.

«LE TRAVAILLEUR TUNISIEN» (EL AMEL TOUNSI)

LORS D'UN MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES
VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE BOURGUISA

Passer vos commandes à E - 100
24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris

Prix : 3,00 F





Cinéma

Sortie d'un dossier sur le «Cinéma militant» par Guy Hennebelle

Un outil de travail

La revue «Cinéma d'aujourd'hui» vient de sortir son bimestriel double No 5/6 rassemblant un dossier intitulé «Cinéma militant». Guy Hennebelle, qui a dirigé la réalisation de ce dossier, donne sa définition du cinéma militant, d'ailleurs acceptée en gros par les groupes et collectifs de cinéastes interrogés, à savoir : «un cinéma qui présente généralement les trois caractéristiques suivantes :

» 1) c'est un cinéma qui, dans les pays capitalistes, développés (en Occident), ou exploités (dans le tiers monde), est le plus souvent tourné en marge du système commercial de production-distribution.

» 2) c'est un cinéma qui, par la force des choses en régime capitaliste, est presque toujours produit avec de petits moyens : en 16 mm, en super 8, ou encore en vidéo.

» 3) c'est un cinéma de combat qui se met d'emblée, et par définition, au service de la classe ouvrière et des autres classes ou catégories populaires en s'assignant une fonction de contre-information, d'intervention ou de mobilisation. C'est un cinéma qui, globalement, lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.»

Comme l'indique le sous-titre du dossier, ce travail est effectivement l'objet de «regards sur le cinéma militant français». Il constitue donc un excellent outil pour les militants, pour les cinéastes et pour tous ceux qui s'intéressent au cinéma au service du peuple. C'est également le

premier ouvrage qui se consacre à l'étude d'un phénomène largement évité par la bourgeoisie. Il permet donc de faire le point et de voir où en sont les choses. Hennebelle, pour constituer ce dossier, a en effet décidé de donner la parole à tous les groupes existants pour deux raisons : la première «parce que nous pensons, surtout à l'étape où en est encore en France ce cinéma-là par rapport à la situation politique, qu'il fallait informer, attirer l'attention sur le phénomène» et la deuxième «parce que si ennemis il y a, mieux vaut connaître exactement leurs positions pour les combattre avec plus d'efficacité».

Il va sans dire qu'il existe donc à nos yeux, dans ce dossier, des points de vue politiques que nous ne partageons pas, notamment sur la question du parti. Ainsi — comme tout dossier évidemment — «Cinéma militant» est constitué d'un ensemble d'informations et de points de vue qu'il convient, d'un point de vue politique marxiste-léniniste, de bien mettre à leur place. Car ce dossier n'est pas une profession de foi, mais un outil de travail dont nous souhaitons la bienvenue en considérant qu'il est un pas important fait dans la lutte pour développer un art au service du peuple.

Cinéma d'aujourd'hui — No double 5/6 — mars-avril 1976 — 24 F. 1, rue de Metz 75010 Paris. Tel: 770-16-74. CCP 34-795-10 S La Source.

LES 3 YEUX
DU CINÉASTE MILITANT

Nous publions le liminaire de Joris Ivens à ce dossier, celui qu'il faut considérer comme l'un des pères de l'utilisation de la caméra au service du peuple, celui qui parle aujourd'hui de son expérience de vieux communiste.

A lire ce dossier, on éprouve un premier désir : voir — ou revoir — un grand nombre des films dont Guy Hennebelle parle avec une profonde connaissance. Son livre ne s'adresse évidemment pas seulement aux cinéastes, mais à tous ceux qui s'intéressent au cinéma. Grâce à lui, on est plongé dans l'ambiance d'extraordinaire activité qui règne dans le domaine du cinéma militant en France. Et on découvre une infinité de films bourrés d'informations sur la situation sociale et les luttes de ce pays. Des films de toutes les couleurs — où le rouge domine, bien sûr, avec une grande richesse de gradations et de nuances.

Est-ce que ces films ont stimulé le mouvement révolutionnaire et aidé à la mobilisation de la gauche ? Oui, sûrement. On apprend ici avec beaucoup d'intérêt que plusieurs groupes de cinéastes militants suivent attentivement leurs films tout au long de leur diffusion. Au cours de cette période, ils voient fonctionner leurs films à l'écran, auprès des spectateurs auxquels ils sont destinés. Ils tirent d'utiles leçons qui profiteront à leur prochain travail.

Chaque cinéaste, ou groupe de cinéastes, qui veut faire des films militants, doit bien définir sa place et sa position politique. Les mêmes questions fondamentales se posent à lui : pour qui faire des films ? en vue de quel résultat ? comment et avec quels moyens ?

Il faut commencer par être un militant tout court,

sans caméra, engagé dans la lutte politique de chaque jour. Chercher, découvrir, décider où la caméra va fonctionner. Un œil voit la réalité à travers le viseur de la caméra, tandis que l'autre reste grand ouvert sur tout ce qui se passe autour de la petite image enfermée dans le cadre. Un troisième œil, si on peut dire, doit être fixé,

que, cela signifie : établir une confiance complète et mutuelle avec eux, basée sur une compréhension de leur vie, de leur travail, de leur lutte quotidienne. Ce qui suppose évidemment de participer à cette lutte, avec toutes ses difficultés, et de partager tous les sentiments individuels ou collectifs, liés à cette lutte.

profondément enracinée dans le terreau des luttes quotidiennes. Et le présent travail, en faisant le bilan d'un grand nombre d'expériences, peut être d'une grande aide à cet égard.

C'est ainsi que de nombreux lecteurs — à commencer par moi-même — vont découvrir les possibilités encore mal connues de nou-



Occupation d'une laiterie. Photo tirée du film «La guerre du lait» réalisé par «Front Paysan».

lui, sur le futur. Si la caméra est l'arme du cinéaste militant, il faut aussi savoir que, dans certains pays, à certaines périodes, dans certaines circonstances, la lutte pour la libération des peuples et la révolution socialiste exigent un autre arme : le fusil.

Le dossier que voici rappelle encore une grande vérité : on ne devient pas un militant révolutionnaire sans s'être armé de la théorie du marxisme-léninisme. Cela vaut aussi pour les cinéastes militants, qui se doivent d'appliquer une méthode de travail authentiquement dialectique dans tout le processus de réalisation de leurs films : conception, tournage, montage. Ce qui caractérise aussi ce cinéma militant, c'est que ses auteurs se sentent toujours une double responsabilité : envers les gens qui vont voir leurs films, et envers ceux qui apparaissent dans ces films. Dans la prati-

que, cela signifie : établir une confiance complète et mutuelle avec eux, basée sur une compréhension de leur vie, de leur travail, de leur lutte quotidienne. Ce qui suppose évidemment de participer à cette lutte, avec toutes ses difficultés, et de partager tous les sentiments individuels ou collectifs, liés à cette lutte.

La parution, aujourd'hui, de ce dossier n'est pas seulement bienvenue à cause de la situation politique actuelle. Elle est aussi tout à fait opportune parce que beaucoup de cinéastes militants sont en train de chercher un autre style, une autre forme d'expression cinématographique pour rendre leurs films encore plus utiles et efficaces. Ce n'est pas une recherche abstraite et purement théorique : elle est

veaux moyens techniques comme le Super 8 et, surtout la vidéo. La vidéo, c'est le moyen d'intervenir plus vite, instantanément, au moment même où une situation critique est en train de se développer. C'est un moyen de communication et d'agitation directe, sur place : elle est au cinéma ce que les armes légères sont à l'artillerie lourde.

Pour conclure cette rapide présentation, une remarque : il ne faut pas seulement considérer le cinéma militant français sur le plan national, il faut aussi le situer dans le cadre du développement des films militants à travers le monde entier. Et j'espère que Guy Hennebelle, qui s'y intéresse de très près depuis plusieurs années, écrira bientôt le livre du cinéma militant International. Ce serait la meilleure suite à cet ensemble.

Extraits du sommaire :

- Le cinéma militant dans l'histoire.
- Le cinéma militant, en France, aujourd'hui : les collectifs ; notes sur quelques cinéastes militants et filmographies ; quatre groupes vidéo.
- Idéologie et esthétique du cinéma militant.
- Index général thématique des films militants français (500 films) et bibliographie du cinéma militant.

ALBANIE
NON A L'OLYMPIADE
D'ÉCHECS 76 EN
PALESTINE OCCUPEE

La décision de la Fédération internationale d'échecs (FIDE) de tenir en Palestine occupée, à Haïfa, l'olympiade d'échecs 1976 est violemment dénoncée à Tirana.

Le «Sporti popullor» de Tirana estime mercredi, dans un article cité par l'agence ATA, que la décision de la FIDE « vise à présenter Israël comme un pays tranquille et épris de paix, et à utiliser le déroulement de l'olympiade à Haïfa pour réhabiliter cet Etat agressif, envahisseur et fauteur de guerres ».

Ce journal rappelle dans le même temps, que la fédération d'échecs albanaise refuse de s'engager à jouer avec toutes les équipes participantes aux compétitions internationales. Ainsi, en 1970 à Siegen et en 1972 à Skopje, l'équipe albanaise a refusé de rencontrer les équipes d'Afrique du Sud et d'Israël.

Ce sont les fédérations d'échecs des « sociaux-impérialistes soviétiques et des impérialistes américains qui manipulent la FIDE conformément à leurs intérêts » affirme l'organe albanais.

En conclusion, «Sporti popullor» indique que l'Albanie refuse de participer à une olympiade qui « ne serait qu'une manifestation de conciliation avec la politique antiarabe d'Israël ».

Succès des conférences
de Han Suyin surLE TIBET
AUJOURD'HUI

A la Mutualité le 23 avril, puis à Nice le 26, la conférence de Han Suyin sur «Le Tibet aujourd'hui» a remporté de notables succès. A Paris, sous la présidence de Mme de Lipkowsky et en présence d'Hélène Marchisio et de l'écrivain Max Olivier-Lacamp, la conférencière a captivé un auditoire un peu moins nombreux que d'habitude en raison de la grande manifestation étudiante qui s'était produite le même jour. D'ailleurs, nous l'avons déjà relaté, des jeunes gens qui se rendaient à la conférence ont été enlevés en plein Quartier latin par des rafles de police aussi inattendues que brutales, et n'ont pu de ce fait rejoindre la Mutualité.

A Nice, par contre, le succès a dépassé toutes les prévisions. Sept cents personnes ont rempli la salle, tandis que plusieurs centaines d'autres ne pouvaient pénétrer faute de place.

Dans les deux cas, Han

Suyin, après avoir présenté l'histoire du Tibet et souligné le caractère historique de ses liens avec la Chine, expliqua les événements survenus dans ce pays à l'instigation des ennemis de la République populaire de Chine. Elle démentit les assertions répandues à ce sujet en Occident.

Puis elle commenta elle-même une intéressante série de diapositives, photographiées par elle-même lors de sa dernière visite au Tibet, à Lhassa notamment.

Répondant aux questions du public avec son talent bien connu, Han Suyin acheva ces soirées en conquérant une fois encore des auditoires au contenu social des plus larges.

Rappelons, en nous félicitant de ces succès, que ces deux conférences étaient organisées sous l'égide des Comités de l'Association des amitiés franco-chinoises de la région parisienne et de Nice.

En 1949 paraissait aux Editions Hier et Aujourd'hui l'ouvrage d'un communiste, député en 1939, Florimond Bonte, sous le titre «Le Chemin de l'honneur». Il évoquait et retraçait le combat des députés du PCF pendant la dernière guerre et rappelait la dissolution du PCF survenue en 1939, l'arrestation des élus communistes, la déchéance des députés du parti votée par le parlement bourgeois, les procès, les condamnations, les emprisonnements en France, puis en Algérie, et la Libération de la France en 1943. Toute une tranche de vie du Parti communiste français, du temps où il était encore réellement communiste, du temps où il était l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat français.

Cet ouvrage a été réédité récemment par les Editions français réunis, les EFR dont le patron est Aragon, membre connu du Parti de Georges Marchais. De l'édition de 1949 à celle d'aujourd'hui, une différence de taille. Dans le volume que viennent de publier les EFR manque une lettre qu'André Marty avait adressée le 7 septembre 1939 au socialiste Léon Blum. Elle figurait aux pages 68, 69, 70 et 71 de l'édition de 1949. Député communiste du 13e arrondissement de Paris, André Marty dénonçait dans cette lettre les prises de position de Léon Blum pendant la guerre d'Espagne, lors de la trahison de Munich, vis-à-vis du pacte Germano-soviétique, puis devant l'interdiction de l'Humanité, la dissolution du PCF. Il dénonçait avec la plus grande fermeté ce «défenseur des intérêts du capital financier» qu'était Blum, et défendait par opposition l'action menée par les communistes. Il rendait ainsi un vibrant hommage à la glorieuse Union soviétique dirigée par Joseph Staline.

Tout cela le faux parti communiste de Georges Marchais le renie aujourd'hui. Il le renie et craint au plus haut point que la vérité soit connue sur son histoire, son passé d'authentique parti communiste. A l'heure où le secrétaire général du faux PCF vient de bannir jusqu'à la simple référence au principe marxiste et léniniste de la dictature du prolétariat on comprend aisément les raisons de cette crainte et de cette censure. Elles sont de trois ordres.

La première est que l'auteur de la lettre en question, André Marty, a été exclu de la façon la plus contraire aux principes de fonctionnement d'un parti prolétarien du PCF en 1954. Lui, qui était de ces mutins de la mer Noire qui refusaient en 1919 d'obéir aux ordres des généraux de l'impérialisme et de tirer des coups de canons contre le premier Etat de dictature du prolétariat, la grande Union soviétique de Lénine et de Staline. Lui qui avait dirigé en Espagne en 1936 les Brigades Internationales. Lui qui, député du 13e arrondissement de Paris, organisa les travailleurs pour la lutte, notamment

Le PCF censure sa propre histoire

sur la question des logements populaires... Lors de la venue en France du commandant en chef des forces armées américaines en Corée, Ridgway-la-Peste, André Marty avait organisé à Paris une puissante manifestation de protestation. violemment agressés par les forces de répression, les manifestants avaient riposté faisant usage de la violence révolutionnaire de masse. Cela valut à André Marty une féroce condamnation de la part de Maurice Thorez qui prônait déjà la théorie révisionniste de conciliation avec l'impérialisme. Ces importantes divergences politiques s'exacerbent ensuite entre André Marty et les dirigeants du PCF, ceux-ci résolurent de s'acharner contre lui jusqu'à ce qu'ils parviennent à imposer son exclusion. Lui retirant d'abord toute responsabilité, ils engagèrent une véritable campagne contre André Marty, et lancèrent à son encontre les plus grossières insultes et les pires calomnies allant jusqu'à le traiter de flic dans les colonnes de l'Humanité. Telle est la première raison de la censure.

La seconde tient à ce que dans sa lettre du 7 septembre 1939 André Marty ne ménage pas, pour le moins, le directeur du Populaire. Léon Blum toute sa vie œuvra pour les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme contre ceux de la classe ouvrière et des masses populaires. Chef de la SFIO, et se répandant en discours sur les vertus de son prétendu socialisme, il ne parvenait pas malgré tout à tromper les travailleurs. Depuis lors les socialistes qu'ils aient nom SFIO, FGDS ou Parti socialiste n'ont pas renié cet héritage de grands bourgeois. Et Mitterrand lui-même ne dédaigne pas les références à Léon Blum. De sorte que les dénonciations faites par André Marty conservent toute leur valeur. Aussi, au lendemain de son 22e Congrès où vient d'être remise en vigueur la ligne de «l'Union du peuple de France» et la tactique de «l'Union de la gauche», avec à la clef la

perspective d'un gouvernement PC-PS, le parti de Georges Marchais ne peut-il se permettre de rééditer un texte qui condamne de façon définitive les socialistes comme des «politiciens de couloirs parlementaires, intimes des plus grands financiers cosmopolites».

La troisième raison qui explique la suppression pure et simple de la lettre d'André Marty dans la nouvelle édition du «Chemin de l'honneur» tient à ce qu'André Marty y rappelle les heures glorieuses où l'Union soviétique était encore un pays socialiste, le premier pays où le prolétariat exerça sa dictature révolutionnaire de classe sur la bourgeoisie et les anciens exploités. Publier pareille lettre c'est réveiller le souvenir toujours vivant dans le cœur des vieux ouvriers de notre pays, de Joseph Staline qui dirigea en URSS l'édification du socialisme et qui à la tête de l'Armée rouge chassa les hordes hitlériennes d'Union soviétique et contribua de façon décisive à la victoire finale des peuples sur le nazisme. Réveiller ce souvenir, le faux parti communiste français ne le peut pas, lui qui emboîta immédiatement le pas à Khrouchchev lorsque celui-ci commença à déverser ses immondices sur Joseph Staline. En publiant la lettre d'André Marty le parti de Marchais montrerait à tous qu'il est comme Blum de ceux que le communiste André Marty condamnait avec une si grande fermeté parce qu'ils «insultent basement, vilement Staline»...

L'on comprend déjà mieux pourquoi dans la nouvelle édition du «Chemin de l'honneur» publiée par les EFR, la lettre d'André Marty a été «oubliée». La vérité est que le parti de Marchais est arrivé à un tel point de dégénérescence révisionniste que son propre passé l'embarasse, et qu'il ne peut plus se permettre d'en faire connaître l'histoire surtout lorsqu'il s'agit de textes de militants comme André Marty qui joua un rôle dont le bilan politique est largement positif.

LETTRE D'ANDRÉ MARTY ADRESSÉE LE 7 SEPTEMBRE 1939 A LÉON BLUM DIRECTEUR DU «POPULAIRE»

Monsieur le Conseiller d'Etat,
Vous voici donc satisfait !

Après l'interdiction de L'Humanité et de la presse communiste, le Parti communiste français est dissous et ses membres traqués.

Vous avez bien défendu les intérêts du capital financier ! Car c'est, en effet, vous qui le premier, avec votre Populaire et votre Parti, avez attaqué avec violence L'Humanité. Prétexte : le pacte germano-soviétique. But : chloroformer les masses populaires en vue de la suppression de L'Humanité, décidée par vous et Daladier.

Ceci obtenu, vous avez, sans reprendre haleine, continué la campagne contre le Parti communiste de France. Comment ? En attaquant la grande Union soviétique à coups d'insultes et de calomnies, et en particulier ses dirigeants les plus estimés et avant tout notre grand chef et maître, le camarade Staline ; vous avez essayé de faire croire à une distinction artificielle entre la qualité de communiste et la qualité de Français. Sur quoi, vous avez multiplié vos appels aux ouvriers révolutionnaires à quitter le Parti communiste.

Aucun succès ! Alors, vous avez lancé des avertissements et des menaces, un «dernier appel». C'est une véritable mise en demeure que vous avez adressée à la classe ouvrière révolutionnaire et à ses élus communistes de rompre avec notre glorieuse Internationale communiste.

Vous escomptiez ainsi scissionner notre Parti.

En vain : l'ensemble de notre Parti est resté ferme. Les centaines d'arrestations

opérées depuis un mois pour appuyer vos efforts n'ont rien changé. Seuls, quelques pauvres héros sont revenus à leur mangeoire contre-révolutionnaire.

Alors devant la faillite de vos appels et sommations, sous la préparation d'artillerie de votre infâme campagne, Daladier a dissous le Parti communiste de France ; ses militants sont traqués.

Et, aujourd'hui, vous osez écrire dans Le Populaire que vous n'avez pas voulu ça. Allons donc !

Qui depuis des mois et des mois a tout mis en œuvre pour briser le front unique de la classe ouvrière ? Vous, Blum, et votre CAP. Cette digue brisée, la réaction avança à pas de géant. Alors, vous, Blum, avez mené campagne contre L'Humanité, cette grande voix populaire, indépendante. La veille même de sa suspension, votre Fédération de la Seine mobilisait tous ses membres non contre la menace de guerre, mais contre L'Humanité.

L'Humanité fut alors interdite. Quelques jours après éclatait la guerre et la classe ouvrière française n'avait pas son journal à un moment où il était plus nécessaire que jamais.

Ah ça, Monsieur le Ministre, prenez-vous les ouvriers et les paysans pour des imbéciles ? Nul n'a oublié que les communistes sont les seuls qui ont vu juste sur tous les événements qui se déroulent en France et dans le monde, et avant tout sur les problèmes de la guerre et de la paix.

En revanche, qui a rendu possible la conquête de l'Abyssinie, étape vers la guerre ? Les accords signés par Laval. Qui a voté contre, et les a dénoncés comme préparant la guerre ? Seuls les communistes. Vous étiez pour, vous et vos députés, avec Marin, Daladier et Cie. Depuis, vous prétendez avoir reconnu votre erreur !

Qui a dénoncé les conséquences de votre neutralité bienveillante à l'égard des en-

vahisseurs de l'Espagne révolutionnaire ? Seuls les communistes. Depuis, vous prétendez avoir reconnu votre erreur ; mais une deuxième étape vers la guerre avait été franchie.

Qui a dénoncé Munich comme ne sauvant pas la paix, mais faisant approcher considérablement la guerre ? Seuls les communistes ! Vous et vos députés avez voté avec enthousiasme pour Munich. Depuis, vous prétendez avoir reconnu votre erreur ; mais l'écluse du torrent de la guerre y fut alors ouverte !

Ah ça, Monsieur le Ministre, vous vous trompez donc toujours ? Vous êtes un pape infallible dans l'erreur ? Si vous étiez général, Monsieur le guerrier avec la peau des autres, vos soldats seraient déjà morts trois fois. Et si vous étiez caporal, à votre deuxième erreur dans la direction du piquard, toute l'escouade vous chasserait à coups de patates pourries.

En réalité, personne ne croira que vous vous trompez toujours ainsi. Vous pratiquez toujours, vous, votre journal et votre parti, la politique des maîtres du pays, la politique du capital financier, que ce soit contre l'Espagne et pour la Pologne, que ce soit contre les lois sociales et pour les trusts, que ce soit contre le communisme et pour Daladier-Flandin. Mais lorsque l'opinion ouvrière, éclairée, réclame des comptes, lorsqu'au sein de votre parti vous êtes en mauvaise posture, vous vous en tirez avec la pirouette : «Ah pardon ! il y a erreur, je me suis trompé !»

Nous, Monsieur le Conseiller d'Etat, sommes des communistes et sommes fiers de l'être. Nous sommes fiers d'être membres de l'Internationale communiste de Lénine et de Staline, vous entendez bien, Blum, de Staline.

Vous insultez basement, vilement Staline, Monsieur le Conseiller d'Etat impérialiste : vous vous démasquez ainsi un peu plus, en essayant — vous pygmée — d'atteindre un géant de l'Humanité. Les prolétaires, les opprimés du monde entier, qui tournent vers lui leurs regards, savent que chaque minute de la vie de Staline, tout entière au service du prolétariat international, du socialisme, est un enseignement, un appel permanent à la lutte sans faiblesse d'aucune espèce. Que ce soit en ces jours lointains où, enchaîné aux pieds, il recevait sans broncher les coups de fouet des gendarmes, tête haute, parce que sûr de l'avenir, ou que ce soit comme guide, comme chef des peuples du grand pays socialiste, phare éclatant dont l'attraction sur les peuples du monde entier est chaque jour plus puissante. Celui qui a fait du vieux rêve socialiste une réalité, vous le laissez, Blum, politicien de couloirs parlementaires, vous Blum, intime des plus grands financiers cosmopolites — décorés pour leurs pillages ou pour leurs vols — comme Oustric, votre ami.

Aux ouvriers, aux hommes d'esprit avancé qui me lisent, je dis : Nous, communistes, sommes fiers d'être englobés avec notre grand Staline dans la haine des capitalistes, que vous exprimez et défendez si bien.

Commentant cette lettre, Florimond Bonte écrivait :

«Et c'est ainsi que, pour avoir démontré que Léon Blum a été, pendant toute sa carrière, un traître à la classe ouvrière, au peuple et à la France, André Marty a été condamné à quatre ans de prison par le tribunal militaire et à la perte de tous les droits civiques. Il a été le premier communiste français, le 21 janvier 1940, à être déchu de la nationalité française par ceux qui trahissaient la France et, six mois plus tard, allaient voter les pleins pouvoirs à Pétain, vice-roi de France pour le compte d'Hitler.»